

POPULATIONS PAUVRES ET CITOYENNETÉ DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE

Michaël Bratton

De Boeck Université | *Afrique contemporaine*

2006/4 - n° 220
pages 33 à 64

ISSN 0002-0478

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2006-4-page-33.htm>

Pour citer cet article :

Bratton Michaël , « Populations pauvres et citoyenneté démocratique en Afrique » ,
Afrique contemporaine, 2006/4 n° 220, p. 33-64. DOI : 10.3917/afco.220.0033

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Université.

© De Boeck Université. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Populations pauvres et citoyenneté démocratique en Afrique ¹

Michaël BRATTON

Une situation socio-économique favorable est-elle une pré-condition de la démocratie ? Les transitions politiques qu'a connues le monde au cours des dernières années permettent d'en douter. Un régime politique démocratique a longtemps été considéré comme l'attribut des économies industrialisées à haut revenu (Lipset, 1960 ; Diamond, 1992). D'autres recherches ont cependant conduit à revoir cette loi de Lipset en observant que « des démocraties de troisième génération » se sont installées dans des pays aussi bien riches que pauvres (Huntington, 1991 ; Bratton et van de Walle, 1997 ; Przeworski *et al.*, 2000 ; Dorenspleet, 2005). Quelles que soient les nouvelles perspectives sur la naissance de la démocratie, les analystes ont encore toujours tendance à penser que les perspectives de *survie* d'un régime sont meilleures lorsqu'un pays est riche et en croissance économique.

Jusqu'ici, la littérature a habituellement abordé le sujet de la consolidation démocratique du point de vue macro-économique, en prenant des pays dans leur entièreté comme unités d'analyse et de comparaison. Pourtant, il n'est possible de rendre justice à ce sujet qu'en posant un ensemble similaire de questions au niveau micro-économique. Les gens pauvres sont-ils plus ou moins attachés à la démocratie que les gens riches ? Sont-ils plus ou moins susceptibles d'agir en tant que citoyens démocratiques ? Si la démocratie peut être définie comme le « gouvernement par le peuple », alors les valeurs, attitudes et comportements des gens ordinaires sont des éléments essentiels à prendre en considération dans l'analyse de la démocratie. S'il

1. Cet article a été publié dans une version proche, en anglais, comme document de travail d'Afrobaromètre, (*Afrobarometer working paper*, n° 56).

apparaît, d'un autre côté, que la stabilité démocratique à moyen et à long terme dépend du bien-être économique des citoyens, alors on pourrait s'attendre à ce que les démocraties soient particulièrement fragiles dans les régions du monde où beaucoup de gens vivent dans la pauvreté.

Cet article analyse les relations des populations pauvres avec la citoyenneté démocratique en Afrique sub-saharienne. Il a partiellement pour origine des résultats de recherche assez étonnants provenant de l'Asie du Sud qui laissent penser que les pauvres sont tout aussi, voire éventuellement plus susceptibles que les autres d'être attachés aux valeurs démocratiques, d'appuyer des régimes démocratiques et de voter dans des élections démocratiques. Yadav, par exemple, a mis en évidence, dans l'Inde des années 1990, qu'une « poussée participative » au sein des castes et tribus considérées avait mené à « une participation électorale des couches les plus basses de la société [...] bien supérieure à celle des groupes les plus privilégiés » (2002, p. 120, 133). Bratton, Chu et Lagos (2006) ont obtenu des résultats semblables en utilisant les données d'enquêtes nationales sur les élections en Inde, qui ont confirmé que les Indiens de statut matériel inférieur avaient été nettement plus susceptibles de voter aux élections de 1999. Krishna, lui, affirme le plus modestement que les habitudes politiques des pauvres ne sont, au minimum, pas moins démocratiques que celles des riches. Sur la base des données d'enquêtes effectuées dans les villages de l'Inde du Nord, il fait valoir que « la foi dans la démocratie en tant que système de gouvernance ne paraît pas fondamentalement différente au sein des différents niveaux de bien-être matériel » (2005, p. 10).

Pour tester ces constats dans des contextes africains, nous avons utilisé les données de l'Afrobaromètre. Celui-ci comprend une série d'enquêtes nationales comparatives qui, entre autres, mesurent les conditions de vie économiques et les orientations politiques des citoyens africains ordinaires². Chaque enquête nationale – au cours de la deuxième vague (2002-2003), elles ont couvert 15 pays – est fondée sur un échantillon aléatoire de la population adulte de 18 ans et plus. À chaque itération, 21 000 personnes ont été interrogées en face-à-face dans la langue de leur choix. Grâce à l'utilisation d'un instrument d'enquête normalisé, il a été possible d'effectuer des comparaisons entre les pays et dans le temps. Même si les résultats ici rapportés proviennent en majorité de l'enquête de 2002-2003, des comparaisons

2. L'Afrobaromètre est un réseau de sociologues scientifiques africains coordonné par l'*Institute for Democracy in South Africa* (Idasa), le *Centre pour le développement démocratique* (CDD-Ghana), et la *Michigan State University* (MSU). Des détails sur les objectifs et la couverture du projet ainsi que des questionnaires, des échantillons, des travaux sur le terrain, des données et des résultats peuvent être trouvés sur le site www.afrobarometer.org.

ont occasionnellement été faites avec des données de la première vague (1999-2001) et de la troisième vague (2005-2006) de l'Afrobaromètre.

Notre article commence par passer en revue le concept et la mesure de la pauvreté au niveau individuel et plaide en faveur de l'utilité de l'indice de pauvreté de l'Afrobaromètre. La deuxième partie de l'article, consacrée à la démographie, fournit des réponses à la question : « Qui sont les Africains pauvres ? » et confirme qu'ils tendent à se retrouver dans le monde rural et parmi les personnes âgées. L'article passe ensuite brièvement en revue les valeurs politiques, les attitudes et les comportements des Africains ordinaires, pour en conclure que les tendances à la démocratie sont étonnamment répandues, même si elles manquent souvent de profondeur. La quatrième section effectue une analyse simple et bivariée des effets de la pauvreté vécue sur différentes dimensions de la citoyenneté démocratique. La cinquième section utilise des modèles multivariants pour tester la robustesse des résultats. La conclusion fournit une interprétation de ces derniers.

Pour anticiper les résultats, je prétends que les Africains pauvres *ne sont ni plus ni moins susceptibles* que les mieux lotis d'avoir des valeurs démocratiques ou de préférer la démocratie à tout autre régime politique. Ils votent cependant plus fréquemment que les personnes plus riches (au moins au cours des dernières élections) et participent plus régulièrement à des réunions communautaires entre les élections. Il n'y a que deux aspects pour lesquels la pauvreté semble être un facteur significatif d'explication des comportements démocratiques : les personnes les plus pauvres ont moins tendance à estimer que les gouvernements africains consolident la démocratie et engagent plus facilement des contacts avec des dirigeants politiques traditionnels (chefs coutumiers et religieux, notables, etc.).

Ces résultats amènent à des conclusions paradoxales. D'un côté, les populations pauvres africaines ne sont manifestement pas satisfaites de la qualité de la gouvernance dont font preuve les dirigeants qu'elles ont élus. D'un autre côté, elles préfèrent court-circuiter les canaux officiels de l'État démocratique pour essayer de trouver des solutions à leurs griefs politiques. C'est ainsi que la grande majorité des pauvres, en particulier les personnes plus âgées des milieux ruraux, restent enfermés dans une relation informelle de clientélisme. Les plus pauvres n'ont pas seulement à acquérir certaines des capacités essentielles qui caractérisent la citoyenneté démocratique, il leur faut encore trouver le moyen de faire travailler les institutions de la démocratie en leur faveur.

QUELS INDICATEURS DE PAUVRETÉ ?

La pauvreté est un concept difficile à cerner à des fins de recherche, en particulier lorsque ces recherches portent sur des données transnationales comparatives (Sen, 1976 ; Atkinson, 1987 ; Sen, 1999 ; Alkire, 2002 ; Clark et Hulme, 2005 ; Hulme et Toye, 2006).

La première question est de savoir si la pauvreté est mieux comprise en termes de niveaux absolus de privation ou de positions sociales relatives des individus et groupes (Seers, 1969 ; Sen, 1976 ; Sen, 1981). Les mesures standard de la pauvreté, telles que les niveaux de référence de la pauvreté, n'ont pas une signification universelle. Le pouvoir d'achat d'une quelconque unité monétaire varie non seulement grandement à travers les pays mais la prégnance de la pauvreté dépend essentiellement de la distribution environnante des richesses et des opportunités. Un même niveau absolu de pauvreté sera beaucoup plus visible dans une société inégalitaire et aura des conséquences politiques et sociales différentes que dans des endroits où les chances de réussite sont plus également distribuées.

Deuxièmement, la pauvreté est un concept multidimensionnel (Chambers 1983 ; Sen 1999 ; Alkire 2002). Il est évident que les privations les plus essentielles sont d'ordre matériel, comme le sont l'absence de terres ou de bétail dans les sociétés agricoles ou le manque d'emplois et de revenus dans les environnements industriels et postindustriels, mais la pauvreté a également des dimensions moins tangibles telles que la vulnérabilité aux chocs externes, l'isolement social et le manque de pouvoir politique. Les personnes pauvres n'ont pas les moyens de se développer physiquement, elles n'ont également pas les capacités de faire des choix pour elles-mêmes, ou au moins d'obtenir de l'aide au moment où elles en ont besoin. Un ensemble d'indicateurs purement économiques s'avérera incapable de capturer la complexité de ces multiples dimensions. Une recherche pluridisciplinaire est donc nécessaire (Hulme et Toye, 2006).

Troisièmement, les chercheurs continuent à débattre de l'utilité des indicateurs de pauvreté objectifs par rapport aux indicateurs subjectifs (Narayan *et al.*, 2000 ; Pradhan et Ravallion, 2000 ; Clark, 2002 ; White, 2002). Une des approches utilise des critères concrets pour évaluer le degré de pauvreté, que ce soit en termes de nombre de ménages sans terre, de ceux qui vivent avec un dollar par jour, ou encore de ceux appartenant au quintile le

plus bas de la distribution des revenus. Même si cette approche repose en apparence sur des données solides, elle ne génère pas toujours des résultats fiables ou des inférences valables sur le comportement des personnes pauvres. Pour pallier le problème, d'autres chercheurs préfèrent utiliser des indicateurs subjectifs qui enregistrent la façon dont les personnes pauvres définissent la pauvreté ou se placent elles-mêmes sur une échelle de bien-être. Les problèmes que posent souvent les définitions et échelles qualitatives sont qu'elles sont auto-ancrées et par conséquent d'une utilisation limitée lorsqu'il s'agit de faire des comparaisons. De plus, les indicateurs objectifs et subjectifs débouchent souvent sur des estimations passablement divergentes de l'étendue de la pauvreté dans une société donnée.

L'Afrobaromètre contient à la fois des indicateurs objectifs de pauvreté absolue et des évaluations subjectives, données par les répondants de l'enquête eux-mêmes. La banque de données permet également de construire un indice de pauvreté vécue. Fondé sur les souvenirs individuels de besoins essentiels non satisfaits, l'indice de pauvreté vécue est un indicateur « expérientiel » de pauvreté qui combine des approches à la fois objectives et subjectives (Mattes *et al.* 2003).

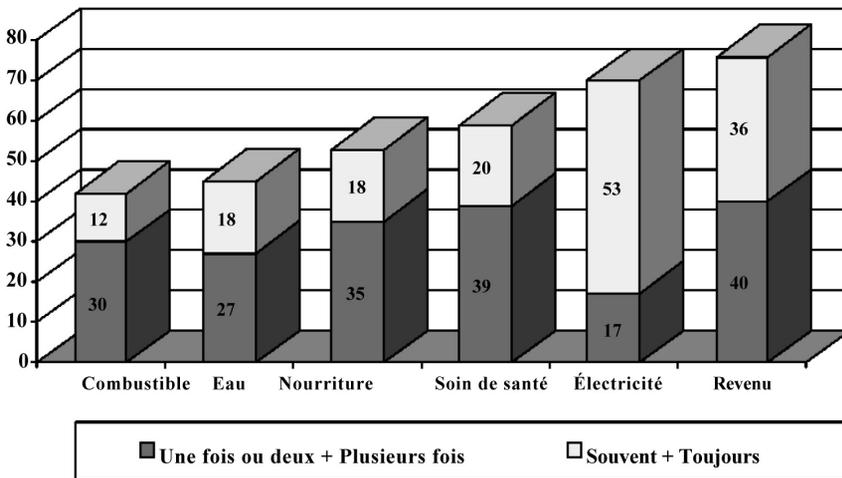
L'enquête de l'Afrobaromètre utilise une batterie de questions autour des thèmes suivants : « Au cours de l'année dernière, combien de fois vous êtes-vous trouvés, votre famille ou vous, sans : (a) suffisamment de nourriture ; (b) suffisamment d'eau potable pour votre utilisation personnelle ; (c) médicament ou traitement médical ; (d) électricité dans votre maison ; (e) suffisamment de combustible pour cuisiner ; et (f) revenu monétaire ³. La figure 1 montre la distribution des personnes qui ont déclaré avoir manqué de chacun des besoins essentiels au moins une fois au cours de l'année précédente.

Plus de la moitié des Africains que nous avons interrogés ont déclaré avoir été capables d'obtenir suffisamment de combustible pour cuisiner et d'eau potable pour leur usage familial. Plus de la moitié, cependant, ont déclaré avoir connu des pénuries occasionnelles de nourriture et de médicament. Un bon cinquième a déclaré que l'accès aux soins de santé constituait un problème persistant (« plusieurs fois », ou « toujours »). Les problèmes de distribution d'électricité, en particulier dans les zones rurales, affectent

3. Nous avons adapté et étendu cette batterie de questions pour pouvoir l'utiliser en Afrique, à partir d'éléments imaginés par Rose et ses collègues pour le *New Europe Barometer* (Rose et Haerpfer, 1998, p. 39-40). Les catégories de réponses sont : « jamais », « une ou deux fois », « plusieurs fois », « souvent » et « toujours ».

7 Africains sur 10, qui déclarent manquer d'accès à l'électricité. Plus de la moitié ont répondu « plusieurs fois », ou « toujours », ce qui habituellement veut dire qu'ils n'étaient pas raccordés à un réseau électrique. L'expérience la plus commune semble, cependant, être la faiblesse, intermittente ou permanente, des revenus. Près de trois quarts des répondants ont déclaré que leur famille ou eux-mêmes étaient restés sans argent à au moins une occasion au cours de l'année précédente.

Figure 1 – Pauvreté vécue : pourcentage dont les besoins ne sont pas satisfaits



Source : Michaël Bratton

Parce que ces rapports existentiels concernent à la fois des flux de revenus et d'autres besoins ressentis, ils pourraient constituer un indicateur hybride. Il se trouve que la plupart des personnes qui éprouvent des difficultés à satisfaire un type ou l'autre de ces besoins essentiels ont d'habitude également des difficultés à satisfaire l'ensemble des autres besoins. En d'autres termes, les éléments de la batterie « expérientielle » relèvent tous d'un facteur unique cohérent, qui, à son tour, permet de construire un *indice de pauvreté vécue* pertinent et fiable⁴.

4. L'analyse des facteurs (méthode du maximum de vraisemblance) a extrait un facteur unique fiable sans rotation : valeur propre = 2,628, variance expliquée = 33 pourcent, alpha de Cronbach = 0,723. L'électricité a été écartée de l'indice parce qu'il lui manquait des valeurs et que son poids dans le facteur était faible. L'indice est un score moyen bâti sur les cinq indicateurs évalués sur la même échelle de cinq valeurs allant de « jamais » à « toujours ».

QUI SONT LES AFRICAINS PAUVRES ?

Pour résumer la nature, l'incidence et la distribution de la pauvreté dans les pays d'Afrique sub-saharienne, je classe les répondants de l'Afrobaromètre selon leur position par rapport à l'indice de pauvreté vécue (*cf.* tableau 1).

Au sommet de cette distribution, figurent les « mieux nantis » qui, au cours de l'année précédant l'enquête, n'ont jamais connu un manque de nourriture, d'eau potable, de soins de santé, de combustibles de cuisine ou de revenus monétaires. Cette élite relativement fortunée, qui a réussi à satisfaire ses besoins essentiels, constitue à peine 13 % de l'ensemble des répondants africains à l'enquête. Ils sont suivis par le groupe des « pauvres occasionnels », définis comme ceux qui, au moins une fois, n'ont pas pu satisfaire un de leurs besoins essentiels au cours des 12 mois précédents (34 %). Vient ensuite une population beaucoup plus importante de personnes « pauvres » qui, à plusieurs occasions, ont été incapables de satisfaire certains besoins essentiels au cours de la même période (35 %). En fin de classification, on retrouve les personnes « très pauvres » (16 %) qui sont, de façon régulière et persistante, incapables de satisfaire plusieurs de leurs besoins essentiels, et finalement les « indigents » (2 %) qui manquent « toujours » des nécessités essentielles d'une vie décente. Cette distribution, presque normale, où les deux tiers des populations couvertes par l'enquête se retrouvent dans les deux catégories du milieu, est en cohérence avec des observations plus ponctuelles de la distribution de la pauvreté en Afrique.

Cette classification est également confirmée par la distribution des différents groupes sociaux dans l'ensemble des pays africains. Comme on pouvait s'y attendre, la plus grande proportion de mieux nantis se retrouve en Afrique du Sud (40 %), devant la Namibie et le Ghana qui se situent également au-dessus de la moyenne en termes de proportion de la population déclarant avoir pu satisfaire ses besoins essentiels (22 % et 18 % respectivement). La plus grande proportion de personnes indigentes se retrouve au Mozambique et au Sénégal (avec 3 % chacun). Le Lesotho et le Malawi ont la plus grande proportion de personnes très pauvres (33 % et 30 % respectivement). Le pays africain que l'on pourrait considérer comme le plus « typique » est le Nigeria : les 36 % de sa population qui sont pauvres et les 34 % qui sont des pauvres occasionnels représentent en quelque sorte un microcosme de l'ensemble du sous-continent.

Tableau 1 – Classification des répondants à l'enquête par niveau de pauvreté

Fréquence de non-satisfaction des besoins essentiels ¹	Catégorie de réponse	Intervalle d'indice	Distribution en %	Classification
Jamais	0	0	13	Mieux nanti
1 ou 2 fois	1	0,2 – 1,0	34	Pauvre occasionnel
Plusieurs fois	2	1,2 – 2,0	35	Pauvre
Très souvent	3	2,2 – 3,0	16	Très pauvre
Toujours	4	3,2 – 4,0	2	Indigent

¹ *Sont visés ici cinq besoins essentiels : la nourriture, l'eau saine, les soins de santé, le combustible de cuisine et les revenus monétaires. La durée du besoin est « l'année précédente ». N = 17.617.*

Source : Michaël Bratton.

Dans les tableaux qui suivent, les effets de la pauvreté sur la citoyenneté démocratique sont essentiellement suivis au moyen de l'indice de pauvreté vécue. Le texte éclaire ce tableau en discutant les différences observées entre des groupes sociaux particuliers, qu'il s'agisse des mieux nantis, des indigents ou des personnes situées entre les deux. À l'occasion, j'utiliserai les raccourcis « minorité des non-pauvres » (pour désigner les deux catégories les plus fortunées qui ensemble représentent 47 %) et « majorité des pauvres » (qui regroupe les 53 % des trois catégories les plus pauvres).

Quelles sont les personnes qui appartiennent à ces groupes ? Mis à part leur niveau de pauvreté, quelles sont les autres caractéristiques sociales partagées par les membres de ces groupes ? Le genre ne semble pas un critère important de détermination du statut de pauvreté des individus : hommes et femmes font équitablement partie de chacune des catégories. Ceci paraît d'ailleurs raisonnable si la pauvreté est considérée comme une caractéristique des ménages plutôt que d'un individu, puisque tous les membres d'un même noyau familial, épouse comprise, auront sensiblement le même statut socio-économique. L'indice ne réussit également pas à « capturer » les différences de bien-être résultant au sein d'une famille de la différence de pouvoir entre les sexes.

Quatre autres caractéristiques sociales, présentées par ordre d'importance ascendante, montrent des connections fortes et statistiquement significatives avec l'indice de pauvreté vécue. Tout d'abord, il existe une corrélation positive entre l'âge et la pauvreté. Par exemple, la probabilité pour que les

personnes de 60 ans ou plus soient très pauvres est supérieure de 10 points de pourcentage à celle des adultes de 30 ans ou moins. Deuxièmement, et ceci paraît relativement naturel, la pauvreté est une fonction inverse de l'emploi. Les chômeurs sont deux fois plus susceptibles d'être très pauvres que les personnes employées à plein temps, et deux fois moins susceptibles d'appartenir à la catégorie des mieux nantis. Troisièmement, en Afrique, la pauvreté est un phénomène à prédominance rurale. Il est évident qu'on retrouve toutes les catégories de bien-être (ou de « mal-être ») aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Mais, dans les zones rurales, il y a trois fois plus de membres de la majorité pauvre que dans les centres urbains. Finalement, et cela n'a rien de surprenant, la pauvreté et l'éducation sont inversement liées. En effet, l'éducation est le meilleur moyen d'échapper à la pauvreté : un universitaire muni d'un doctorat a sept fois plus de chance d'appartenir à la catégorie des mieux nantis qu'une personne n'ayant aucune éducation formelle (42 % contre 6 %).

En résumé, la pauvreté vécue en Afrique semble surtout se concentrer sur les personnes plus âgées, moins éduquées, habitant en milieu rural et n'ayant pas d'emploi formel. Ce sont ces populations marginalisées et vulnérables qui éprouvent le plus de difficultés à satisfaire leurs besoins humains essentiels. Il est donc maintenant l'heure de se poser la question de savoir si cette majorité pauvre est aussi celle qui est la moins susceptible de posséder des capacités de citoyenneté démocratique.

DIMENSIONS DE LA CITOYENNETÉ DÉMOCRATIQUE

Avant d'aborder cette question, il paraît nécessaire de clarifier quelque peu le concept de citoyenneté démocratique. Je distingue trois dimensions principales qui peuvent être appréhendées en utilisant les données de l'enquête sociale : *valeurs, attitudes et comportements*.

Valeurs politiques

Fondamentalement, les citoyens démocratiques se distinguent par un ensemble de *valeurs* qui sous-tendent le gouvernement par le peuple. Ces valeurs comprennent, entre autres, la tolérance politique, le désir d'une égalité politique et l'obligation pour les élus de rendre compte de leurs actions (Inglehart, 1997 ; Gibson et Gouws, 2003). Les « citoyens » des démocraties – à distinguer des « sujets » des autocraties (Mamdani, 1996) et des

« clients » des systèmes patrimoniaux (Fox, 1990) – tolèrent une diversité d'opinions politiques, appuient les principes du suffrage universel et demandent à leurs dirigeants de répondre aux besoins des masses. Le questionnaire de la deuxième vague de l'Afrobaromètre contient des batteries de questions qui permettent de mieux comprendre ces valeurs. Chaque rubrique propose deux déclarations contraires aux répondants en leur demandant de choisir celle qui correspond le mieux à leur propre vision des choses et de préciser ensuite s'ils sont « simplement d'accord » ou « tout à fait d'accord ».

En ce qui concerne la *tolérance* politique, les déclarations suivantes étaient proposées : « (A.) Pour prendre des décisions dans notre communauté, nous discutons jusqu'à ce que tout le monde soit d'accord » ; « (B.) Comme nous ne serons jamais d'accord sur tout, nous devons apprendre à accepter les différences d'opinion au sein de notre communauté ». Sur base de cette mesure, les individus les plus tolérants (option B) se retrouvent en Ouganda, au Kenya et en Namibie (au moins 50 %) et les moins tolérants au Sénégal, au Mali et au Mozambique (33 % ou moins). Cependant, dans l'ensemble, les Africains que nous avons interviewés paraissent également partagés sur cette question : 50 % préfèrent l'unanimité de l'opinion publique et 46 % acceptent les divergences d'opinion. Par conséquent, on ne peut que conclure que la tolérance politique en tant que norme démocratique a encore du chemin à parcourir en Afrique.

Les Africains paraissent, du moins au premier abord, parler beaucoup plus clairement de l'obligation de rendre compte en politique. Le choix offert par l'enquête était le suivant : « (A.) En tant que citoyens, nous devons être plus actifs dans la mise en question des actions de nos dirigeants » ; « (B.) Aujourd'hui, il n'y pas suffisamment de respect pour l'autorité dans notre pays ». Deux bon tiers des répondants (68 %) déclarent tenir leurs dirigeants pour responsables (option A) contre 27 % qui préfèrent le respect de l'autorité. Cette fois-ci, les Ougandais, les Ghanéens et les Malawiens sont en tête (avec 80 % ou plus), tandis que seuls les Namibiens considèrent la soumission respectueuse comme une vertu (58 % ont choisi l'option B). À part cette seule exception, et peut-être à cause de la dure expérience qu'ils ont de la mauvaise gouvernance, les Africains semblent dans l'ensemble considérer que le pouvoir des dirigeants en place doit être contrôlé.

Finalement, la rubrique d'enquête relative à l'*égalité* politique donne le choix entre : « (A.) Chacun doit avoir la possibilité de voter, même s'il ne comprend pas tous les enjeux des élections » ; « (B.) Seuls ceux qui sont suffisamment éduqués devraient être autorisés à choisir nos dirigeants ». Dans

ce cas, la citoyenneté démocratique domine clairement. Une large majorité d'Africains préfère le suffrage universel (78 %) qu'un droit de vote censitaire (17 %). Ce principe est particulièrement fort au Kenya, au Sénégal et au Cap-Vert (85 % ou plus) et a reçu la préférence d'une majorité des deux tiers dans tous les pays à l'exception du Mozambique et de l'Afrique du Sud. Au minimum (d'autres valeurs restent contestées), les Africains se sont appropriés la notion d'égalité politique, une valeur fondamentale de la citoyenneté démocratique.

Attitudes politiques

Au-delà des valeurs fondamentales, la citoyenneté dans une démocratie suppose que la masse de la population adopte une attitude propice à cette démocratie. Entre autres choses, on attend des citoyens qu'ils marquent leur attachement à la démocratie et expriment leur satisfaction à la voir exercer. À l'inverse des valeurs politiques, apprises depuis l'enfance et lentes à changer, ces attitudes démocratiques peuvent être acquises au cours de la vie adulte, souvent rapidement et même parfois fugitivement, à travers une expérience directe de différents types de régimes politiques.

Les enquêtes Afrobaromètre mesurent un ensemble standard d'attitudes politiques figurant communément dans les enquêtes de type baromètre dans l'ensemble du monde. Certaines rubriques originales y ont été ajoutées. Comme déjà dit ailleurs, l'ensemble de ces mesures révèle une population africaine dotée d'attitudes favorables à la démocratie, largement répandues mais superficielles (Bratton, Mattes et Gyimah-Boadi, 2005).

Au niveau de la demande, la plupart des Africains – quelque 64 % en 2002-2003 – déclarent « *préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement* ». Mais cette moyenne « continentale » masque des variations au sein des pays et dans le temps : le faible support offert à la démocratie augmente progressivement au Lesotho, tandis que celui initialement élevé du Nigeria est en train de chuter rapidement. En même temps, les Africains que nous avons interviewés, *rejettent les anciens régimes militaires*, les partis uniques et les dictatures qui ont prévalu sur le continent entre l'indépendance et les années 1990. Par exemple, trois quarts des interviewés rejettent de façon constante l'idée que « l'armée peut prendre le pouvoir pour gouverner le pays » ou que « les élections et le parlement puissent être abolis pour permettre au président de décider de tout ».

Ce qui est cependant moins certain, c'est la profondeur de ces engagements. Certains n'acceptent la démocratie que du bout des lèvres dans la

mesure où coexiste dans leur pays une volonté plus ou moins déclarée d'encourager l'autocratie. Ainsi, en 1999-2001, un peu moins de la moitié des répondants (48 %) soutenaient la démocratie et rejetaient les trois types de régimes autoritaires. Mais cet indice de demande de la démocratie est tombé à un sur trois (37 %) en 2002-2003 (Bratton, 2004).

Au niveau de l'offre, la *satisfaction* populaire de « la façon dont la démocratie fonctionne » s'est également établie à un niveau relativement bas (54 % se déclarant satisfaits à travers les 15 pays africains couverts en 2002-2003). La même proportion a l'impression que leur pays est soit « une démocratie à part entière » ou « une démocratie ne souffrant (que) de problèmes mineurs ». Dans les deux cas, on observe d'importantes variations entre les pays et dans le temps. Alors que la satisfaction vis-à-vis de la démocratie n'a fait que croître régulièrement au Ghana, elle est tombée à son point le plus bas au Nigeria. Si les Maliens considèrent que les problèmes de leur nouvelle démocratie ne sont que mineurs, les Malawiens semblent, eux, avoir perdu l'espoir que la démocratie soit capable de résoudre les profonds problèmes de développement et de gouvernance de leur pays.

En plus de ces rubriques standard, l'Afrobaromètre s'est intéressé à des attitudes originales en matière de démocratie. La première concerne *l'appui aux institutions démocratiques*. Elle fait l'hypothèse que les élections, les partis, le parlement et la présidence sont des éléments plus tangibles pour les répondants que le concept abstrait de « démocratie ». Nous constatons que les Africains préfèrent de manière écrasante (79 %) « choisir leur dirigeant dans leur pays au moyen d'élections régulières, ouvertes et honnêtes » que par d'autres moyens (*Afrobarometer Network*, 2004). Étant donné leurs expériences avec des dirigeants qui se sont accrochés au pouvoir au-delà de leur mandat initial, les électeurs ont une préférence marquée pour des mandats présidentiels limités dans le temps (74 %). En même temps, ils préfèrent que ce soit le parlement qui fasse les lois, « même si le président n'est pas d'accord » (61 %). En ce qui concerne les partis politiques, les gens sont plus prudents et aussi plus divisés : même si une relativement faible majorité reconnaît qu'il faut plusieurs partis politiques pour qu'un véritable choix soit possible (55 %), une minorité importante craint que « les partis politiques créent la division et la confusion » (40 %) ⁵. Comme pour les valeurs politiques, les appuis apportés isolément aux différentes institutions doivent encore se transformer de manière cohérente en un appui unique et global aux institutions démocratiques en général.

5. En particulier en Ouganda, au Sénégal et au Lesotho, où une majorité des répondants associe les partis aux conflits.

Deuxièmement, nous mesurons la *patience politique*. L'enquête demande aux répondants de choisir entre : « (A.) Notre système actuel de gouvernement élu devrait avoir plus de temps pour traiter les problèmes dont il a hérité » ; « (B.) Si notre système actuel n'est pas capable de produire rapidement des résultats, nous devrions essayer d'autres formes de gouvernement ». Il est rassurant de constater que les Africains ne sont pas désireux d'abandonner la démocratie : avec une marge de 20 points (56 % contre 36 % en 2002-2003), ils ont choisi de conserver le système actuel de gouvernement élu plutôt que de le rejeter. Mais cette patience n'est pas sans limite. Pour les cinq pays pour lesquels nous disposons de données comparables, le niveau de patience politique a chuté de 73 à 63 % pendant les trois années séparant les deux premières enquêtes.

Finalement, nous avons cherché à mesurer la nature de l'appui populaire à la démocratie. Est-il *intrinsèque*, c'est-à-dire basé sur les qualités de la démocratie elle-même, telles que les libertés civiles et les droits politiques ? Ou cet appui est-il *instrumental*, c'est-à-dire accordé de façon uniquement conditionnelle, par exemple pour autant que la démocratie s'avère capable d'améliorer les conditions de vie économique ou la prestation des services sociaux ? La question a été posée sous la forme habituelle : êtes-vous d'accord avec (A.) ou avec (B.) ? « (A.) Il est bon d'avoir la démocratie simplement parce qu'elle permet à chacun d'être libre et d'avoir une voix égale dans la prise de décision » ; « (B.) La démocratie n'est valable que si elle est capable de répondre aux besoins sociaux et économiques essentiels de tout un chacun ». À notre grande surprise et contrairement aux attentes d'une grande partie de la littérature (Ake, 1996 ; mais voir aussi Bratton et Mattes, 2001), nous avons constaté que l'appui à la démocratie est plus intrinsèque (50 %) qu'instrumental (38 %). Une personne sur dix a répondu « je ne sais pas ». Ce résultat va à l'encontre de l'opinion stéréotypée qui prédit l'effondrement automatique de la démocratie en Afrique parce que les gouvernements ne réussissent pas à générer un développement socio-économique.

Comportements politiques

La démocratie exige également des citoyens actifs. Dans une démocratie, les individus ne sont pas seulement obligés d'exercer leur droit de vote, entre les élections, on attend aussi d'eux qu'ils s'engagent avec d'autres dans des actions collectives et prennent des initiatives pour contacter leurs dirigeants.

Selon l'Afrobaromètre, les Africains participent au processus politique à des niveaux relativement élevés. Prenons par exemple le *vote*. Il est vrai que

les Africains étaient quelque peu moins susceptibles d'aller voter aux récentes élections présidentielles et parlementaires (70 %) que les habitants de l'Asie de l'Est (74 %) et les Latino-Américains (76 %) (Bratton, Chu et Lagos, 2006). La faible participation électorale dans des pays comme le Zimbabwe (44 % en 1996) est compensée par une très importante participation dans des pays comme le Ghana (89 % en 1996)⁶. De façon générale, les Africains ont tendance à se rendre aux urnes plus fréquemment que les citoyens de certaines démocraties avancées, en particulier les États-Unis et la Suisse.

En ce qui concerne l'*action collective*, les Africains sont légèrement plus susceptibles que les habitants de l'Asie de l'Est de débattre régulièrement des questions politiques avec d'autres (20 % contre 18 %)⁷. Par contre, ils sont moins susceptibles de le faire que les Latino-Américains (31 %). Néanmoins, les Africains enregistrent des niveaux élevés d'association volontaire. Par exemple, une majorité (52 %) déclare être membre actif ou dirigeant officiel d'un groupe religieux tel qu'une église, une secte ou une mosquée. Les Africains se distinguent également par leur participation régulière à des réunions communautaires (47 % déclarent l'avoir fait « plusieurs fois » ou « souvent » au cours de l'année précédente) et à des rencontres informelles « avec d'autres pour soulever un problème » (33 %). Ils présentent même des niveaux comparativement élevés de participation politique non conventionnelle avec 14 % des répondants déclarant s'être joints à des manifestations ou à des marches de protestation.

Par contre, l'esprit de clocher transparaît clairement dans les *contacts avec les dirigeants*. L'Africain ordinaire est deux fois plus susceptible de contacter un conseiller de son gouvernement local (25 % l'avaient fait au cours de l'année précédente) que son représentant à l'Assemblée nationale (12 %) ou un fonctionnaire d'un ministère du gouvernement national (13 %). Ces résultats semblent montrer que l'État central reste pour la plupart des Africains une institution relativement éloignée et inaccessible. Les citoyens ordinaires qui veulent atteindre un objectif personnel ou collectif accorderont leur préférence à des canaux qu'ils connaissent mieux, tels que les dirigeants religieux (45 % l'avaient fait au cours de l'année précédente), les dirigeants traditionnels (32 %, surtout en milieu rural) ou « toute autre personne influente » (26 %). En résumé, nous constatons chez les Africains une forte tendance à court-circuiter l'État officiel en faveur de relations informelles avec les notables de la communauté locale.

6. Taux de participation électorale rapporté par les votants eux-mêmes, tiré de la première vague de l'Afrobaromètre.

7. À cause de la grande taille de l'échantillon – presque 52 000 cas à travers trois continents –, cette petite différence est statistiquement significative.

Pauvreté et citoyenneté démocratique

Ayant tracé les grandes lignes de la distribution des valeurs, attitudes et comportements démocratiques des Africains, nous sommes maintenant en meilleure position pour nous demander si ces attributs varient en fonction de l'expérience de la pauvreté des individus. Comme discuté précédemment, j'utiliserai l'indice de pauvreté vécue de l'Afrobaromètre en tant que prédicteur opérationnel. Grossièrement, on pourrait partir de l'hypothèse que plus la personne est pauvre, moins elle fera preuve des capacités de la citoyenneté démocratique. Comme nous le verrons, cette hypothèse générale se vérifie à maints égards, mais avec des exceptions importantes du point de vue théorique et substantiel.

Pauvreté et valeurs politiques

Les effets différentiels de la pauvreté sur la citoyenneté démocratique sont immédiatement évidents en ce qui concerne les valeurs politiques. Comme on pouvait s'y attendre, les personnes plus pauvres sont politiquement moins tolérantes que les personnes mieux nanties. Elles sont néanmoins plus susceptibles d'être en faveur de l'égalité politique. Les résultats qui appuient ces conclusions générales sont montrés dans le tableau 2.

En ce qui concerne la *tolérance* politique, nous constatons que les indigents sont, par 7 points de pourcentage, *moins* susceptibles que les mieux nantis d'être fortement d'accord avec « nous devons apprendre à accepter les différences d'opinion au sein de notre communauté ». Les gens plus pauvres sont nettement plus susceptibles de préférer l'approche consensuelle de la prise de décision caractérisée par une « discussion jusqu'à ce qu'il y ait accord » sur un point de vue collectif et unanime. L'unité sociale et le consensus politique sont manifestement des instruments de valeur dans des sociétés où les différences politiques peuvent facilement se traduire en conflit et en violence. On peut d'ailleurs arguer que, en tant que procédure politique, le consensus n'est pas moins démocratique qu'une compétition ouverte. Il est cependant difficile de faire valoir que l'absence de différences, de pluralisme et d'opinion minoritaire est cohérente avec la démocratie. On peut donc dire que les Africains plus pauvres semblent moins désireux que les Africains mieux nantis, de se risquer à la valeur démocratique essentielle qu'est la tolérance politique.

Les Africains désavantagés sont par contre beaucoup *plus* engagés que leurs compatriotes mieux nantis envers la valeur démocratique d'*égalité* politique. Avec une marge de 12 points de pourcentage, les personnes très

pauvres sont d'avis que « chacun devrait pouvoir voter, même s'il ne comprend pas tous les enjeux de l'élection ». Une bonne part d'intérêt personnel est évidemment projetée dans cette valeur dans la mesure où les personnes pauvres sont celles à qui profite la règle politique de la majorité arithmétique pure. Mais, à nouveau, cet intérêt personnel ne contredit pas le fait que les personnes pauvres croient dans le principe du suffrage adulte universel, une des pierres angulaires de la théorie démocratique moderne. Ce sont principalement les personnes plus fortunées qui expriment des doutes sur le bien-fondé de la règle de majorité. Les riches se méfient des passions d'un électorat de masse, peut-être parce qu'ils craignent que ce dernier se retourne contre leur propriété et leurs privilèges. La minorité non pauvre tend donc à s'aligner sur le sentiment antidémocratique que « seuls ceux qui sont suffisamment éduqués devraient être autorisés à choisir nos dirigeants ».

Tableau 2 – Les effets de la pauvreté sur les valeurs démocratiques

<i>Les pauvres sont...</i>	Variable dépendante	Dispersion ¹	Corrélation bivariée (r de Pearson) ²
<i>moins susceptibles</i>	<i>d'être politiquement tolérants</i>	- 7	- 0,040***
<i>aussi susceptibles</i>	<i>d'être pour l'obligation politique de rendre compte</i>	+ 2	<i>non significatif</i>
<i>plus susceptibles</i>	<i>d'être pour l'égalité politique</i>	+ 12	+ 0,051***

¹ Représente la plus large dispersion entre les catégories sur une échelle de pauvreté à 5 points, allant habituellement d'indigent à mieux nanti. Le nombre de cellules pour les indigents peut être petit. Les catégories exceptionnelles sont notées dans le texte.

² Basé sur une échelle de pauvreté en 5 points allant d'indigent à mieux nanti (***)significatif au seuil de 1 pour mille). La formulation des questions des variables dépendantes est donnée dans le texte.

Source : Michaël Bratton

Parmi ses différents (mais faibles) effets, nous découvrons que la pauvreté n'influence pas l'obligation *politique de rendre compte*. Le léger écart de préférence pour l'obligation de rendre compte des dirigeants entre les indigents et les mieux nantis n'est pas statistiquement significatif. En effet, des proportions *identiques* de la majorité pauvre et de la minorité non pauvre (68 % dans les 2 cas) expriment que « nous devons être plus actifs dans la mise en

question des actions de nos dirigeants ». Autrement dit, indépendamment de leur situation sociale, environ deux Africains adultes sur trois sont apparemment arrivés à la conclusion commune qu'il vaut mieux contrôler activement les dirigeants politiques plutôt que de les respecter de façon aveugle.

Les effets de la pauvreté sur l'attachement populaire aux valeurs démocratiques fondamentales est décidément plein de contrastes. Alors que la pauvreté affaiblit la tolérance politique, elle amplifie l'engagement envers l'égalité politique. Elle n'a, par contre, aucun effet discernable sur la demande populaire largement répandue d'obligation politique de rendre compte. Cette combinaison de valeurs laisse entrevoir que la population pauvre d'Afrique ne renoncerait pas facilement à son droit de vote et pourrait même parfois l'utiliser pour mettre au pas des dirigeants dont la performance laisse à désirer. En même temps, elle peut trop facilement acquiescer en bloc aux actions de dirigeants qui se réclament d'un mandat populaire tout en foulant aux pieds les droits de minorités dissidentes.

Pauvreté et attitudes politiques

Les effets de la pauvreté sur les attitudes politiques démontrent plus de cohérence. Ils sont toujours *négatifs*, au moins pour l'ensemble des attitudes démocratiques que nous avons mesurées. Sans exception, les niveaux élevés de pauvreté vécue sont associés à de faibles niveaux à la fois de la demande de démocratie et de la satisfaction vis-à-vis de l'offre de démocratie. Les résultats de l'Afrobaromètre sont donc cohérents avec l'observation de Shin, selon laquelle, en Corée du Sud, « ce sont les personnes à faible revenu, et non les plus fortunées, qui sont les moins engagées envers un changement de régime et de futures réformes démocratiques » (1999, p. 83).

Commençons par l'aspect « demande ». Avec une différence de 14 points de pourcentage, les personnes indigentes sont nettement *moins* susceptibles que les personnes mieux nanties de considérer que la « démocratie est toujours préférable ». Elles sont, de façon constante, moins susceptibles de rejeter toute alternative autoritariste, telle qu'une autocratie (moins 11 points), le règne d'un parti unique (moins 12 points), ou encore un régime militaire (moins 13 points). Reflétant le fait qu'en Afrique, c'est parmi les habitants âgés des campagnes que sévit le plus la pauvreté, les pauvres sont les moins susceptibles de rejeter une forme traditionnelle de gouvernement dirigé par des chefs, des notables ou des conseils d'anciens (moins 19 points). Cette nostalgie du passé mise à part, c'est en termes de demande de démocratie

que le lien entre pauvreté et citoyenneté démocratique est le plus fort. La majorité pauvre est considérablement moins susceptible que la minorité non pauvre de faire preuve d'un engagement profond envers la démocratie. En d'autres termes, les Africains pauvres ne préfèrent pas nécessairement la démocratie à une quelconque autre forme de dictature précédente.

La pauvreté fait également disparaître le sentiment que la démocratie est exercée. Avec un écart de 17 points de pourcentage, les indigents sont moins susceptibles que les personnes mieux nanties d'exprimer de la satisfaction à l'égard de la performance quotidienne des régimes démocratiques élus. Et, avec une marge encore plus importante (19 points), les personnes indigentes sont moins enclines que les mieux nanties à penser qu'une démocratie à part entière, ou presque à part entière, est en train de se construire dans leur pays. Comme on pouvait s'y attendre, la pauvreté vécue est fortement et négativement associée à l'offre de démocratie, le vocable que nous utilisons pour synthétiser l'imbrication des deux précédents indicateurs.

Les raisons possibles de l'effet négatif de la pauvreté sur les attitudes démocratiques sont indiquées au bas du tableau 3. Tout d'abord, la pauvreté affaiblit la tendance d'un individu à considérer la démocratie de façon intrinsèque (en tant que fin en soi) et augmente la possibilité qu'il la perçoive comme un instrument (comme un moyen d'atteindre une autre fin, souvent matérielle). Je suspecte que les personnes pauvres sont plus enclines que d'autres à perdre leur foi dans la démocratie si les gouvernements élus échouent à satisfaire l'espérance des masses d'une amélioration des conditions de vie. Deuxièmement, la population pauvre fait preuve d'un faible niveau de support à l'ensemble des institutions démocratiques clés, incluant les élections ouvertes, le multipartisme, la souveraineté du parlement, et la limitation du mandat présidentiel. Je pourrais me risquer à dire que les personnes pauvres, qui n'appréhendent pas complètement le concept de gouvernement partagé, ont des difficultés à saisir parfaitement le rôle essentiel de contre-pouvoir joué par ces institutions. Finalement, les personnes pauvres, parce qu'elles ont un besoin urgent d'améliorer leur niveau de vie, sont moins susceptibles de faire preuve de patience (moins 13 points) envers le processus souvent lent, obscur et imparfait d'une prise de décision démocratique confrontée au monde réel.

Tableau 3 – Les effets de la pauvreté sur les attitudes démocratiques

	Les pauvres sont...	Variable dépendante	Dispersion ¹	Corrélation bivariée (r de Pearson) ²
	moins susceptibles	de préférer la démocratie	- 14	- 0,068***
	moins susceptibles	de rejeter les alternatives autoritaristes	- 11 à - 19	- 0,045 ***
<i>et donc</i>	moins susceptibles	de demander la démocratie	(indice)	- 0,073 ***
	moins susceptibles	d'être satisfaits du fonctionnement de la démocratie	- 17	- 0,054***
	moins susceptibles	de percevoir la démocratie dans son ensemble	- 19	- 0,074***
<i>et donc</i>	moins susceptibles	de percevoir l'offre de démocratie		- 0,073 ***
	moins susceptibles	d'accorder une valeur intrinsèque à la démocratie	- 14	- 0,050***
	moins susceptibles	d'appuyer les institutions démocratiques clés	- 10	- 0,051 ***
	moins susceptibles	d'être patients en matière de démocratie	- 13	- 0,054***

¹ Représente la plus large dispersion entre les catégories sur une échelle de pauvreté à 5 points, allant habituellement d'indigent à mieux nanti. Le nombre de cellules pour les indigents peut être petit. Les catégories exceptionnelles sont notées dans le texte.

² Basé sur une échelle de pauvreté en 5 points allant d'indigent à mieux nanti (***)significatif au seuil de 1 pour mille). La formulation des questions des variables dépendantes est donnée dans le texte.

Source : Michaël Bratton

Pauvreté et comportements politiques

En passant des attitudes aux comportements politiques, le tableau change à nouveau. Comparée aux attitudes par rapport à la démocratie, la relation de la pauvreté avec les actions de masse est légèrement moins cohérente. Mais le lien est le plus souvent *positif*. À beaucoup d'égards, la pauvreté en Afrique est associée avec *des niveaux plus élevés de participation politique* (cf. tableau 4).

Le résultat le plus remarquable a trait au *vote*. Dans douze pays africains de la première vague de l'Afrobaromètre, les membres de la majorité pauvre sont nettement plus susceptibles que l'élite non pauvre de déclarer avoir voté aux dernières élections nationales⁸. On retrouve ce même scénario, mais encore plus prononcé, dans au moins six pays de la troisième vague, dont les données étaient disponibles au moment de l'écriture de cet article. En 1999-2001, les très pauvres étaient plus susceptibles, avec une marge de 4 points de pourcentage, de voter que les mieux nantis. En 2005, cette marge atteignait 9 points de pourcentage. À l'exception de la Namibie au cours de la première vague, la participation électorale de la majorité pauvre a été systématiquement plus élevée dans *chacun* des pays et au cours des *deux* périodes considérées. À ces deux occasions, l'écart entre les indigents et les mieux nantis était le plus large au Botswana, passant de 13 points en 1999 à 21 points en 2005. Le fait que de nombreux citoyens non défavorisés se sont apparemment tenus à l'écart du processus politique électoral au Botswana bat en brèche la réputation de modèle africain de démocratie de ce pays.

Les constats africains contredisent les stéréotypes associés à la participation électorale dans les démocraties industrielles avancées. La littérature relative à cette question soutient qu'un statut socio-économique bas a habituellement pour effet *d'abaisser* la participation politique (Almond et Verba, 1965 ; Verda, Nie et Kim, 1978 ; Rosenston et Hasen, 1993 ; Verda, Schlozman et Brady, 1995). Teixeira (1992), par exemple, fait état d'un écart de participation électorale entre les différentes classes de revenu des États-Unis, qui s'est progressivement élargi au cours des trente dernières années. La conséquence en est clairement que la pauvreté et la participation électorale se combinent différemment dans les démocraties nouvelles et anciennes (Boy et Mayer, 1997 ; Roubaud, 2000).

L'influence de la pauvreté sur les *actions collectives* engagées entre les élections est moins évidente. D'un côté, les pauvres sont moins susceptibles que

8. Ce résultat va au-delà du constat qu'il n'y a aucune différence dans la participation électorale en Afrique, fait par Bratton, Chu et Lagos (2006). Cet article utilisait une mesure binaire plus élémentaire de la pauvreté, basée sur le fait que les répondants avaient « parfois » ou « jamais » connu un manque au niveau de seulement trois besoins élémentaires.

les nantis de s'engager dans des discussions politiques au cours de la vie de tous les jours. D'un autre côté, les pauvres, et les très pauvres en particulier, sont nettement prédisposés à participer à des réunions communautaires. Ce dernier constat peut être pris comme le signe encourageant d'une implication des masses dans la politique, allant au-delà du vote. Malheureusement, combiné avec la faiblesse des discussions politiques, il pourrait en fait être révélateur d'une pauvre qualité de la participation. Mon hypothèse de travail est que la participation des personnes pauvres est rarement *autonome* ou, en d'autres termes, qu'elle ne traduit pas des attachements individuels forts à des valeurs et attitudes personnelles testées dans un débat politique. Au contraire, je m'attends à ce que la participation de la population pauvre soit en fait plutôt *mobilisée* ou, autrement dit, qu'elle soit le produit d'un processus de réflexion de groupe engendré par la masse dans des environnements collectifs tels que les réunions communautaires.

La pauvreté a également des effets contrastés sur les *contacts entre les dirigeants et l'électorat*. Comme on peut s'y attendre, les personnes pauvres évitent de prendre contact avec les fonctionnaires du gouvernement, peut-être parce que l'État n'est pas présent localement, ou peut-être parce que ces personnes ont le sentiment que leur position sociale ou économique ne le leur permet pas. Les pauvres établissent néanmoins facilement des liens avec les conseillers des gouvernements locaux. Ces représentants élus ont un statut social similaire au leur et vivent dans leur localité. Parmi les contrastes opposant les deux catégories, on constate donc que, dans les pays africains, les élites plus fortunées établissent des rapports avec le gouvernement central tandis que les pauvres s'adressent essentiellement aux gouvernements locaux.

Le résultat le plus frappant a trait aux contacts avec des *dirigeants informels*. Au sein de la relation la plus forte découverte jusqu'ici, les personnes indigentes sont, avec un écart de 25 points de pourcentage, nettement plus susceptibles que les personnes mieux nanties d'adresser des demandes politiques à travers des canaux informels. Par ordre d'importance, la majorité pauvre préfère approcher les autorités traditionnelles, les dirigeants religieux et d'autres notables locaux (par exemple des hommes d'affaires) lorsqu'ils désirent voir résoudre un problème. Le choix politique populaire des canaux informels au détriment des canaux formels reflète le double fait que le gouvernement central est éloigné et que le gouvernement local manque de ressources. Les personnes pauvres peuvent dès lors être doublement marginalisées : d'une part, elles sont incapables d'atteindre les parties de l'État où se trouvent les ressources ; et, d'autre part, les autorités locales qui sont à leur portée sont elles-mêmes notoirement pauvres et faibles.

Tableau 4 – Les effets de la pauvreté sur les comportements démocratiques

Les pauvres sont...	Variable dépendante	Dispersion ¹	Corrélation bivariée (r de Pearson) ²
<i>plus susceptibles</i>	<i>de voter (Afrobaromètre itération 1)</i>	+ 4	+ 0,036***
<i>plus susceptibles</i>	<i>de voter (Afrobaromètre itération 3)</i>	+ 9	+ 0,069***
<i>moins susceptibles</i>	<i>de discuter de politique</i>	- 3	- 0,025***
<i>plus susceptibles</i>	<i>d'assister à une réunion communautaire</i>	+ 10	+ 0,111***
<i>moins susceptibles</i>	<i>de participer à une manifestation de protestation</i>	- 6	- 0,034***
<i>moins susceptibles</i>	<i>de contacter un fonctionnaire</i>	- 4	0,021***
<i>plus susceptibles</i>	<i>de contacter un conseiller du gouvernement local</i>	+ 11	+ 0,068***
<i>plus susceptibles</i>	<i>de contacter un dirigeant informel ³</i>	+ 25	+ 0,161***

¹ Représente la plus large dispersion entre les catégories sur une échelle de pauvreté à 5 points, allant habituellement d'indigent à mieux nanti. Le nombre de cellules pour les indigents peut être petit. Les catégories exceptionnelles sont notées dans le texte.

² Basé sur une échelle de pauvreté en 5 points allant d'indigent à mieux nanti (***significatif au seuil de 1 pour mille). La formulation des questions des variables dépendantes est donnée dans le texte.

³ L'analyse des facteurs a permis de distinguer cet indice relatif aux contacts avec des dirigeants religieux, des autorités traditionnelles et « d'autres personnes influentes » (Alpha = 0,617).

Source : Michaël Bratton

QUELS SONT LES « EFFETS » POLITIQUES DE LA PAUVRETÉ ?

Jusqu'ici nous n'avons considéré que la corrélation simple (bivariée) de la pauvreté avec la citoyenneté démocratique. Mais qu'advient-il de ses effets bruts lorsqu'ils sont statistiquement contrôlés par d'autres facteurs démographiques ? J'ai précédemment défini l'identité sociale des Africains pauvres (cf. figure 2). Je ferai maintenant valoir qu'on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'âge, le lieu de résidence, l'éducation et le statut de l'emploi des individus peuvent, de façon indépendante, influencer les attachements de ceux-ci à la démocratie. Dans cette section finale, j'utiliserai donc

une analyse multivariée pour tester si les effets politiques de la pauvreté persistent face à ces autres influences sociales.

Des signes révélateurs apparaîtront si les effets de la pauvreté sont douteux, contraires ou secondaire. Tout d'abord, nous savons déjà que plusieurs relations bivariées entre la pauvreté et la citoyenneté démocratique sont faibles. Les effets putatifs de la pauvreté pourraient donc s'avérer liés à d'autres considérations sociales. Le principal signal en serait une perte de signification statistique de la variable pauvreté vécue dans les modèles à variables multiples. Deuxièmement, un changement de signe des coefficients d'association, suite à l'introduction du contrôle statistique, pourrait indiquer que nous nous sommes initialement trompés sur la direction des effets de la pauvreté. Finalement, le classement explicatif des prédicteurs doit être examiné chaque fois que la pauvreté fait partie des différents facteurs sociaux indépendants significativement liés à la citoyenneté démocratique. À moins que des coefficients de régression normalisés ne confirment que la pauvreté est, parmi les facteurs testés ici, le prédicteur le plus fort, nous devons conclure que son influence est tout au plus secondaire.

Je constate que beaucoup des effets politiques de la pauvreté sont en fait conditionnés par d'autres aspects de la structure sociale. Sur huit aspects choisis de la citoyenneté démocratique⁹, il y en a quatre où la relation avec la pauvreté est douteuse, y compris pour chaque valeur politique (cf. tableau 5A). Pour deux autres de ces aspects, la connexion avec la pauvreté est modérée tout en restant secondaire. Il est cependant important de noter que *la pauvreté résiste à tous les tests* expliquant la perception populaire du degré de démocratie (une attitude politique) et les contacts avec des dirigeants politiques informels (un comportement politique). Pour ces deux dimensions clés de la citoyenneté, l'expérience individuelle de la pauvreté vécue est le *principal* déterminant social que nous avons étudié (cf. tableau 5B).

Valeurs politiques (avec contrôle statistique)

Prenons d'abord les *valeurs démocratiques*. Une fois ses effets contrôlés statistiquement par d'autres facteurs sociaux, la pauvreté perd sa signification statistique à la fois au niveau de la tolérance politique et de l'égalité politique (voir les deux premières colonnes de chiffres du tableau 5A).

9. Dans un souci de concision, j'ai choisi de n'examiner que les aspects de la citoyenneté démocratique avec lesquels la pauvreté entretient une relation bivariée forte.

Tableau 5A – Effets conditionnels de la pauvreté sur la citoyenneté démocratique, avec contrôle statistique pour d’autres facteurs démographiques (partie 1)

	Valeurs démocratiques		Attitudes démocratiques	
	Tolérance politique	Égalité politique	Demande de démocratie	Offre de démocratie
Pauvreté vécue	0,007	0,008	- 0,011	- 0,119***
Sexe (Féminin)	0,008	0,006	- 0,076***	- 0,019*
Âge	0,022*	0,007	0,027***	0,002
Employé	0,035***	- 0,024**	- 0,013	- 0,005
Rural	- 0,001	0,064***	0,006	0,086***
Éducation	0,156***	-.062***	0,205***	- 0,079***

Les chiffres apparaissant dans les cases sont des coefficients de régression normalisés provenant d’une méthode des moindres carrés (bêta).

Les chiffres en caractère gras dans les cases grisées indiquent un effet robuste de la pauvreté.

*** significatif au seuil de 1 pour mille ** significatif au seuil de 1 pour cent * significatif au seuil de 10 %.

Source : Michaël Bratton

La *tolérance* est essentiellement une fonction de l’accès d’un individu à l’éducation. Ce résultat très net tend à montrer que toute forme d’éducation (et pas seulement l’éducation civique) élargit l’horizon des populations, leur permet d’être exposé à de nouveaux points de vue, et améliore les valeurs menant à la démocratie (Nie, Junn, et Stehlik-Barry, 1996 ; Sullivan et Transue, 1999). Même l’enseignement primaire semble avoir eu cet effet positif dans des régimes autocratiques africains (Evans et Rose, 2006). Bien entendu, d’autres processus sociaux conduisent également à la tolérance, comme le fait de vieillir (les Africains plus âgés sont plus tolérants que les jeunes), et l’expérience d’un emploi rémunéré (peut-être parce que l’emploi conduit à des interactions avec des collègues issus de divers horizons et ayant des idées différentes).

L’éducation et l’emploi affectent également l’engagement des individus envers l’égalité politique, mais cette fois-ci de manière négative. Ces résultats sont cohérents avec l’observation précédente selon laquelle le niveau de richesse diminue les valeurs égalitaires. Maintenant seulement, l’éducation et l’emploi délogent la richesse (et par conséquent la pauvreté) de sa position de prédicteur significatif. Le lieu de résidence est tout aussi important que

L'éducation : le fait de vivre en milieu rural est positif et significatif en ce qui concerne l'égalité politique. Mon interprétation corrigée sera donc la suivante : si les personnes pauvres vivant en milieu rural accordent de la valeur à l'égalité politique, elles le font à cause du type d'endroit où elles vivent et pas essentiellement parce qu'elles sont pauvres. Peut-être les normes culturelles communautaires jouent-elles un rôle dans la promotion de l'égalité au sein des habitants du monde rural ? Mais l'examen de cette possibilité devra attendre une étude ultérieure ¹⁰.

Attitudes politiques (avec contrôle statistique)

En deuxième lieu, nous examinerons ici les *attitudes démocratiques*. Il s'avère que, toutes choses étant par ailleurs égales, la pauvreté ne reste un facteur significatif que du côté de l'offre. En ce qui concerne la demande de démocratie, d'autres considérations sociales ont plus d'importance (voir les deux dernières colonnes du tableau 5A).

Ici aussi, c'est l'éducation qui détermine *la demande de démocratie*. Avec le nombre d'années d'études, les individus deviennent plus susceptibles de déclarer préférer la démocratie, et (en particulier) rejeter les différentes alternatives autoritaristes. Les personnes n'ayant passé que quelques années à l'école primaire acceptent la démocratie du bout des lèvres, sans en comprendre exactement le concept et tout en entretenant la nostalgie d'un pouvoir autocratique. Lorsqu'elles ont atteint un niveau postsecondaire, les personnes éduquées se déclarent de façon très nette, non seulement *pour* la démocratie, mais également *contre* la dictature, et en particulier contre les régimes militaires et les autocraties. Cette séquence d'attitudes liée à l'éducation (d'abord pro-démocratie et ensuite anti-autocratie), cumulée avec l'exposition médiatique et l'association volontaire, tend à montrer que l'acquisition d'engagements démocratiques profonds est un processus d'apprentissage cognitif (Bratton, Mattez et Gyimah-Boadi, 2005).

Comme indiqué ci-dessus, les effets de la pauvreté sur les attitudes démocratiques ne sont évidents qu'au niveau de *l'offre*. Même après avoir inclus un ensemble d'influences sociales alternatives, l'expérience de la pauvreté vécue d'un individu continue à saper de façon très nette son évaluation de la manière dont le gouvernement élu actuel travaille à la consolidation de la démocratie. De toute évidence, l'éducation encourage également les populations à

10. Le support d'un individu à l'égalité politique est lié à la volonté de placer les intérêts collectifs au-dessus des intérêts individuels, la relation est toutefois faible ($r = 0,033^{***}$).

faire preuve de scepticisme à l'égard de la performance démocratique. Le fait de vivre en milieu rural semble par contre éteindre le sens critique. Les habitants des campagnes sont, en effet, enclins à accepter, sans poser de question, tout type de régime politique choisi par les élites gouvernantes.

De plus, toutes choses étant par ailleurs égales, *la pauvreté est le principal facteur social déterminant l'évaluation populaire de la qualité des démocraties africaines*. Ce constat résiste à tous les tests que nous avons réalisés ici. Et, étant donné que les personnes pauvres ont tendance à voir la démocratie en tant qu'instrument, j'en conclus que les attentes non satisfaites des populations en matière d'amélioration du bien-être amènent ces dernières à estimer que la qualité de la démocratie est faible.

Comportements politiques (avec contrôle statistique)

Nous en arrivons finalement aux *comportements politiques* (voir tableau 5B). Si l'on se réfère aux élections qui ont eu lieu avant 2001, le constat que les personnes pauvres votent *plus fréquemment* semble de prime abord disparaître (comparer le tableau 5B avec le tableau 4). La pauvreté est détrônée par l'âge (les personnes âgées votant plus fréquemment que les plus jeunes) et par le lieu de résidence (les habitants des campagnes ayant une participation aux élections plus élevée que celle de leurs cousins des villes). La même analyse réalisée sur les données de 2005 confirme l'importance d'influences sociales rivales : l'âge et l'emploi prédominent tandis que l'appartenance au milieu rural reste influente.

En 2005, et malgré le contrôle statistique de ses effets, *la pauvreté survit* en tant qu'une des différentes influences formatives de la participation au vote constatées au cours du cycle électoral le plus récent en Afrique. Comme auparavant, la relation reste positive, mais les personnes indigentes sont plus susceptibles de 13 points de pourcentage que les mieux nantis d'aller voter. Même si nous continuerons à surveiller cette relation dans de prochaines enquêtes de l'Afrobaromètre, je ne vois aucune raison à ce stade d'infirmer l'hypothèse que, en Afrique, *les personnes pauvres sont des électeurs plus réguliers que les personnes riches*.

Pour conclure cette analyse empirique, revisitons la *participation politique entre les élections*. L'introduction de plusieurs contrôles statistiques sociaux *ne détrône pas la pauvreté* en tant que catalyseur influent de la fréquentation des réunions communautaires ou des contacts avec des dirigeants politiques informels. En effet, l'expérience individuelle de la pauvreté vécue reste un prédicteur fort et significatif de ces deux formes de participation (*cf.* tableau 5B).

Tableau 5B – Effets conditionnels de la pauvreté sur la citoyenneté démocratique, avec contrôle statistique pour d'autres facteurs démographiques (Partie 2)

	Comportements démocratiques			
	Vote 1999-2001	Vote 2005	Assistance aux réunions communautaires	Contact avec les dirigeants informels
Pauvreté vécue	<i>0,047</i> (0,012)	0,128*** (0,052)	0,109***	0,158***
Sexe (Féminin)	-0,039	0,031	-0,087***	-0,069***
Âge	0,037*** (0,200)	0,047*** (0,247)	0,079***	0,100***
Employé	0,070* (0,026)	0,390*** (0,147)	0,024**	-0,010
Rural	0,258*** (0,056)	0,230*** (0,045)	0,185***	0,141***
Éducation	-0,003	-0,058*** (-0,042)	0,101***	0,121***

Les chiffres apparaissant dans les cases sont des coefficients de régression normalisés provenant d'une méthode des moindres carrés (bêta).

Les chiffres en caractère gras dans les cases colorées indiquent un effet robuste de la pauvreté.

*** $p < 0,001$, ** $p < 0,01$, * $p < 0,05$.

Source : Michaël Bratton

Toute une gamme de facteurs sociaux, tous statistiquement significatifs, permet de définir le type de personnes qui *participent aux réunions communautaires*. Seule la résidence en milieu rural semble être un meilleur prédicteur de la fréquentation de ces réunions que la pauvreté vécue. Les résultats indiquent que les pauvres ruraux sont la colonne vertébrale de l'action collective organisée dans les pays africains. À partir de ces données, il n'est pas évident de déterminer si les pauvres des milieux ruraux fréquentent les réunions communautaires de leur propre initiative ou à l'instigation d'agences de mobilisation. Il est également difficile de déterminer si ces réunions fournissent aux citoyens ordinaires un canal pour acheminer leurs demandes vers le haut du système politique, ou si elles sont un moyen pour les élites politiques, aussi bien nationales que locales, de discipliner et contrôler un électorat tenu à l'écart.

J'ai tendance à préférer la seconde interprétation vu que, lorsqu'ils sont laissés à eux-mêmes, les Africains ordinaires préfèrent éviter l'appareil de

l'État et suivre la politique par des voies informelles. En effet, *les effets les plus importants et les plus clairs de la pauvreté, constatés dans cette étude, sont relatifs aux contacts avec des dirigeants politiques informels*. Dans la dernière colonne du tableau 5B, l'expérience individuelle de la pauvreté vécue constitue un prédicteur positif fort du fait que cette personne recherchera l'assistance d'un dirigeant religieux ou traditionnel, ou de tout autre dirigeant influent. Nous avons constaté précédemment que la corrélation bivariée la plus importante de la pauvreté concerne les contacts informels. Nous pouvons maintenant confirmer que, en dépit de toute une gamme de contrôles statistiques (qui montrent que les habitants du monde rural et les personnes éduquées ont également recours aux contacts politiques informels), *la pauvreté reste l'explication la meilleure de la mobilisation des dirigeants informels*.

CONCLUSIONS ET INTERPRÉTATIONS

Cet article avait pour objectif d'examiner si les personnes pauvres d'Afrique présentent certaines des capacités essentielles de la citoyenneté démocratique. Sa conclusion est que, bien que les masses populaires aient commencé à se transformer elles-mêmes de clients en citoyens, elles sont toujours engagées dans un processus à long terme qui est loin d'être terminé. De plus, même si la pauvreté facilite parfois la citoyenneté, elle reste trop souvent un obstacle encore à surmonter.

En maintenant constants les autres facteurs sociaux, notre article établit trois constats généraux en ce qui concerne la citoyenneté démocratique.

Tout d'abord, la pauvreté est *neutre* en ce qui concerne l'attachement aux valeurs démocratiques : toutes choses étant par ailleurs égales, les gens ont tendance, à tous les niveaux de bien-être matériel, à avoir des opinions semblables en ce qui concerne la tolérance politique, l'obligation politique de rendre compte et l'égalité politique.

Deuxièmement, la pauvreté est *négative* en ce qui concerne les engagements attitudeux envers la démocratie. Sur le plan de l'offre, les personnes plus pauvres sont moins enclines que les plus riches à penser *qu'elles reçoivent* la démocratie des gouvernements africains actuels. Par contre, du point de vue de la demande, nous ne pouvons pas être certains que les pauvres *veulent* vraiment moins de démocratie¹¹. En d'autres termes, nous ne pouvons pas infirmer la conclusion de Krishna selon laquelle les personnes

11. Bien que négative, la relation avec la demande de démocratie est statistiquement non significative.

pauvres ne sont pas moins susceptibles que les autres d'avoir « foi en la démocratie ». Cette adhésion à l'attraction universelle de la démocratie est, dans le meilleur des cas, mitigée. Mais elle est le signe de l'absence manifeste d'un électorat antidémocratique au sein des Africains pauvres.

Le troisième point, peut-être le plus surprenant, est que la pauvreté est en fait *positive* pour plusieurs aspects importants de la participation politique. Ce constat africain appuie la thèse de Yadav selon laquelle la participation électorale est plus fréquente parmi les personnes pauvres, au moins pour les élections qui ont eu lieu dans six pays africains depuis le début du siècle (pour le cas malgache, cf. Roubaud, 2000 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2003). Lorsque plus de données seront disponibles, nous continuerons à tester cette thèse sur l'ensemble des pays et dans les prochaines vagues de l'Afrobaromètre.

Peut-être plus important, la pauvreté est également positive en ce qui concerne l'activité politique populaire *entre* les élections, en particulier en termes de fréquentation des réunions communautaires (voir également Roubaud et Wachsberger, dans ce numéro) et de contacts avec des dirigeants informels. Ces actes politiques ont probablement plus de signification pour le citoyen ordinaire que sa participation occasionnelle à des élections nationales. Si c'est le cas, l'engagement populaire au quotidien dans la vie politique locale pourrait être très favorable à la construction de la démocratie.

Mais est-ce bien le cas ? Beaucoup de choses dépendent de la qualité des processus électoraux, qui est notamment fonction de l'intensité de la mobilisation démocratique des électeurs, mais aussi de la nature de l'action collective et des objectifs poursuivis par les dirigeants politiques. Rappelons que les pauvres, en plus d'être principalement ruraux, sont, de façon prédominante, des gens plus âgés, avec un accès limité à une éducation formelle et à des emplois rémunérés. Il faudra donc de nouvelles recherches pour déterminer si ces personnes participent vraiment à des réunions communautaires de leur propre initiative et avec l'intention de défendre leurs propres intérêts. Une interprétation, peut-être peu charitable mais probablement réaliste, est que les élites nationales et locales mobilisent les pauvres ruraux plus âgés à se rassembler dans des réunions où ils reçoivent passivement des instructions, y compris pour qui voter. Des recherches sont également nécessaires pour déterminer si les personnes pauvres contactent les dirigeants traditionnels, religieux ou informels, pour leur demander de plaider en faveur de leurs intérêts ou au contraire pour les supplier de leur accorder des faveurs. Leur approche de ces dirigeants relève-t-elle de la relation de dépendance patron-client, ou d'une démarche d'indépendance motivée par leurs droits de citoyens libres ?

BIBLIOGRAPHIE

- AFROBAROMETER NETWORK (2004), "Afrobarometer Round 2: Compendium of Comparative Results from a 15-Country Survey", *Afrobarometer Working Paper*, n° 34. www.afrobarometer.org.
- AKE, CLAUDE (1996), *Democracy and Development in Africa*, Washington, D.C., The Brookings Institution.
- ALMOND, GABRIEL et SIDNEY VERBA (1965), *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Boston, Little Brown.
- ALKIRE, S. (2002), *Valuing Freedoms: Sen's Capability Approach and Poverty Reduction*, Oxford, Oxford University Press.
- ATKINSON, A.B. (1987), "On the Measurement of Poverty", *Econometrica*, vol. 55, n° 4, p. 749-764.
- BOY, DANIEL et NONNA MAYER (1997), "Les formes de la participation", in Boy D. et N. Mayer, *L'électeur à ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 25-65.
- B RATTON, MICHAEL (2006), "Poor People and Democratic Citizenship in Africa", *Afrobarometer Working Paper*, n° 56, www.afrobarometer.org.
- B RATTON, MICHAEL (2004), "The Alternation Effect in Africa", *Journal of Democracy*, vol. 15, n° 4, p. 147-158.
- B RATTON, MICHAEL et NICOLAS VAN DE WALLE (1997), *Democratic Experiments in Africa: Regime Transitions in Comparative Perspective*, New York, Cambridge University Press.
- B RATTON, MICHAEL et ROBERT MATTES (2001), "Support for Democracy in Africa: Intrinsic or Instrumental?", *British Journal of Political Science*, 31, p. 447-474.
- B RATTON, MICHAEL, ROBERT MATTES et E. GYIMAH-BOADI (2005), *Public Opinion, Democracy, and Market Reform in Africa*, New York, Cambridge University Press.
- B RATTON, MICHAEL, YUNHAN CHU et MARTA LAGOS (2006), "Who Votes? Implications for New Democracies", Chapter prepared for the second annual Yearbook of the International Institute for Democracy and Electoral Assistance (Stockholm, IDEA). www.globalbarometer.net
- CHAMBERS, ROBERT (1983), *Rural Development: Putting the Last First*, Londres, Longman.
- CLARK, DAVID (2002), *Visions of Development: A Study of Human Values*, Cheltenham, Edward Elgar.
- COLLIER, RUTH BERINS (1999), *Paths Toward Democracy: The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, New York, Cambridge University Press.
- CLARK, DAVID et DAVID HULME (2005), "Towards a Unified Framework for Understanding the Depth, Breadth and Duration of Poverty", *Global Policy Research Group*, Working Paper, n° 20 (Manchester: University of Manchester, Institute for Development Policy and Management).
- DIAMOND, LARRY (1992), "Economic Development and Democracy Reconsidered", *American Behavioral Scientist* 35, p. 450-499.

- DOORENSPLEET, RENSKÉ (2005), *Democratic Transitions: Exploring the Structural Sources of the Fourth Wave*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers.
- EVANS, GEOFFREY et PAULINE ROSE (2006), "Support for Democracy in Malawi: Does Schooling Matter?", *Afrobarometer Working Paper*, n° 58. www.afrobarometer.org.
- FOX, JONATHAN (ed.) (1990) *The Challenge of Rural Democratization: Perspectives from Latin America and the Philippines*, Londres, Franl Cass.
- GIBSON, JAMES et AMANDA GOUWS (2003), *Overcoming Intolerance in South Africa: Experiments in Democratic Persuasion*, New York, Cambridge University Press.
- HULME DAVID et JOHN TOYE (2006), "The Case for Cross-Disciplinary Social Science research on Poverty, Inequality and Well-Being", *Journal of Development Studies*, forthcoming.
- HUNTINGTON, SAMUEL (1991), *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, Oklahoma, University of Oklahoma Press.
- INGLEHART, RONALD (1997), *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies*, Princeton, Princeton University Press.
- KRISHNA, ANIRUDH (2005), "Do Poor People Care Less for Democracy? Testing Individual-Level Assumptions with Individual-Level Data", Paper presented at the annual meeting of the American Political Science Association, septembre.
- LIPSET, SEYMOUR MARTIN (1960), *Political Man*, New York, Doubleday.
- LOGAN, CAROLYN et MICHAEL BRATTON (2006), "The Political Gender Gap in Africa: Similar Attitudes, Different Behaviors", *Afrobarometer Working Paper*, n° 57. www.afrobarometer.org
- MAMDANI, MAHMOOD, *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, Princeton University Press.
- MATTES, ROBERT, MICHAEL BRATTON et YUL DEREK DAVIDS (2003), "Poverty, Survival and Democracy in Southern Africa", *Afrobarometer Working Paper*, n° 23, www.afrobarometer.org
- NARAYAN, DEEPA, ROBERT CHAMBERS, MEERA KAUL SHAH et PATTI PETESCH (2000), *Voices of the Poor: Crying Out for Change*, New York, Oxford University Press for the World Bank.
- NIE, NORMAN, J. JUNN et K. STEHLIK-BARRY (1996), *Education and Democratic Citizenship in America*, Chicago, University of Chicago Press.
- PRADHAN, M. et M. RAVALLION (2000), "Measuring Poverty Using Qualitative Perceptions of Consumption Adequacy", *American Economic Review*, vol. 82, n° 3, p. 462-471.
- PRZEWORKSI, ADAM, ALVAREZ, MICHAEL, CHIEBUB, JOSE ANTONIO et FERNANDO LIMONGI (2000) *Democracy and Development: Political Institutions and Well-Being in the World, 1950-1990*, New York, Cambridge University Press.
- RAZAFINDRAKOTO, MIREILLE et FRANÇOIS ROUBAUD (2003) "Do they really think differently? The voice of the poor through quantitative surveys", in J.-P. Cling, M. Razafindrakoto et F. Roubaud (eds), *New International Poverty Reduction Strategies*, Londres-New York, Routledge, chapitre V, p. 126-147.

- ROSE, RICHARD et CHRISTIAN HAERPFER. (1998) "New Democracies Barometer V: A 12-Nation Survey", *Studies in Public Policy*, n° 306 (Glasgow: University of Strathclyde, Centre for Public Policy).
- ROSENSTONE, S. et J. HANSEN (1993), *Mobilization, Participation and Democracy in America*, New York, Macmillan.
- ROUBAUD F. (2000), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, Paris/Antananarivo, L'Harmattan/Tsipika.
- ROUBAUD, FRANÇOIS et JEAN-MICHEL WACHSBERGER (2006), "Les quartiers pauvres contre la démocratie ? Le cas d'Antananarivo, Madagascar", *Afrique contemporaine*, n° 220.
- SCHATZBERG, MICHAEL (2001), *Political Legitimacy in Middle Africa: Father, Family, Food*, Bloomington, Indiana, Indiana University Press.
- SEERS, DUDLEY (1969), "The Meaning of Development", *International Development Review*, vol. 11, n° 2, p. 2-6.
- SEN AMARTYA (1976), "Poverty: An Ordinal Approach to Measurement", *Econometrica*, vol. 44, n° 2, p. 219-231.
- SEN, AMARTYA (1981), *Poverty and Famines: An Essay of Entitlements and Deprivation*, Oxford, Oxford University Press.
- SEN, AMARTYA (1999), *Development as Freedom*, Oxford, Oxford University Press.
- SHIN, DOH CHULL (1999), *Mass Politics and Culture in Democratizing Korea*, New York, Cambridge University Press.
- SULLIVAN, J. et J. TRANSUE (1999), "The Psychological Underpinnings of Democracy: A Selective Review of Research on Political Tolerance, Interpersonal Trust, and Social Capital", *Annual Review of Psychology*, n° 50, p. 625-650.
- TEIXEIRA, R. (1992), *The Disappearing American Voter*, Washington, DC, Brookings Institution.
- VERBA, SIDNEY, KAY LEHMAN SCHLOZMAN et HENRY BRADY (1995), *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge MA, Harvard University Press.
- WHITE, H. (2002), "Combining Quantitative and Qualitative Approaches in Poverty Analysis", *World Development*, vol. 30, n° 3, p. 511-522.
- YADAV, YOGENDRA (2000), "Understanding the Second Democratic Upsurge: Trends of Bahujan Participation in Electoral Politics in the 1990s", in Francine Frankel, Zoya Hasan, Rajeev Bhargava et Balveer Arora (eds.) *Transforming India: Social and Political Dynamics of Democracy*, Oxford, Oxford University Press, p. 120-145.